

Compte rendu du webinaire

« Engagement et coopération internationale »



L'année 2021 est symbolisée par la reprise de la discussion sur le réchauffement climatique et la transition écologique au niveau mondial après une année impactée par la covid-19. La COP26 en Europe et la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité en Chine seront des lieux de débat des plus importants. Le contexte international, les nombreuses tensions, compétitions et rivalités actuelles freinent la coopération internationale dans un système multilatéral déjà fragilisé par l'unilatéralisme et le protectionnisme. Pour revenir à une coopération apaisée au niveau mondial, un sujet universel fait consensus: la protection de notre planète pour protéger l'Humanité.

Si la mondialisation fut marquée pendant plusieurs décennies par un consensus de Washington basé sur la performance économique qui délaissait l'aspect social et environnemental de la mondialisation, aujourd'hui, elle se base sur une « humanisation de la mondialisation » avec les Accords de Paris. Cette avancée s'est faite en partie avec la mise en avant d'acteurs sociaux sur la scène internationale et de la jeunesse qui souhaite avoir sa place dans les débats.

La signature des accords de Paris par l'ensemble de la communauté internationale dont l'Europe et la Chine montre la nécessité pour les pays de converger vers un mode de fonctionnement plus vert des sociétés et de l'édifier en une stratégie multilatérale. Cette mission d'intérêt international se base sur les questions de transition économique et écologique, de biodiversité, de mobilisation des institutions internationales et des nouvelles technologies vertes.

Ces questions multiples, liées au changement climatique, ont été abordées lors d'un webinaire le 15 juin 2021, organisé par la Fondation Prospective et Innovation et le groupe britannique Cavendish. Il s'agissait de contribuer au dialogue sino-européen, qui doit s'intensifier, à l'approche de la COP26 et de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité.

Les échanges ont été modérés par **Victor HO**, Senior Partner Greater China for Allen & Overy.

Aux côtés du **Docteur SUN Yongfu**, ancien Directeur Général du département européen du Ministère du Commerce et de **Jean-Pierre RAFFARIN**, Ancien Premier ministre et Président de la Fondation Prospective et Innovation, les intervenants ont traité de l'ensemble des questions liées à la transition écologique et au réchauffement climatique. **LIU Charles**, Président de Hao Capital et **WU Lebin**, Président de Bio Sino, China Academy of Sciences Holdings, ont présenté les réalisations de la Chine

dans les domaines économiques, politiques et technologiques qui contribuent à la lutte mondiale contre le réchauffement climatique, tout en mettant en avant l'intérêt d'une coopération sino-européenne et du multilatéralisme pour atteindre ce but. **Fabienne KELLER**, députée européenne et ancienne maire de Strasbourg, **Jurgen GERKE**, Ancien Président d'Allianz Capital Partners et Membre du Board d'Equitix, ainsi que **Carine de BOISSEZON**, directrice du développement durable du groupe EDF, ont mis en avant les avancées de l'Union Européenne pour la transition écologique mondiale, en particulier dans le domaine industriel tout en consacrant la nécessité d'un dialogue international sur les questions environnementales.

De ces échanges, trois points principaux émergent :

La Chine, un pays moteur dans la transition écologique mondiale

Les intervenants chinois ont rappelés qu'en se fixant un objectif de neutralité carbone en 2060, et en ratifiant les Accords de Paris en 2016, le Président XI Jinping exprime pleinement la volonté de la Chine d'intégrer le processus de transition écologique mondiale.

Le réchauffement climatique est une menace commune qui nécessite une stratégie commune pour protéger la planète via une collaboration internationale. La Chine souhaite avant tout participer à la décarbonation mondiale et nationale, le plan quinquennal chinois 2017-2021, avait intégré la priorité du chauffage national bas carbone. Cette priorité a été une réussite dès novembre 2020.

Cette intégration se fait aussi par les actes. La Chine, pourtant un pays en développement, investit grandement dans les technologies liées au développement durable. Que ce soit par la réduction des coûts ou par l'industrialisation des panneaux solaires ou des voitures électriques, la Chine souhaite aider les pays du sud à se développer tout en privilégiant la protection de l'environnement. La Chine comptabilise 50% des ventes mondiales de voitures électriques et a réussi à réduire de 50% le coût de production des panneaux solaires en 5 ans. La Chine souhaite mettre en avant les nouvelles énergies propres pour le futur.

Cela passe notamment par le financement de la recherche technologique pour trouver des alternatives aux transports polluants et aux énergies carbonées pour l'ensemble des pays du monde, notamment, ceux du sud, qui doivent trouver l'équilibre entre croissance et respect de l'environnement. De plus, Pékin s'intéresse aux secteurs de l'avenir comme la biomédecine ou les transports à hydrogène reposants aussi sur l'utilisation de technologies vertes.

Ainsi, la Chine, grâce à son secteur industriel et à l'appui de son gouvernement, met en avant les technologies et les énergies de demain pour protéger l'Humanité dans son entièreté. Faisant également face à des problématiques liées au réchauffement climatique comme la requalification et la revalorisation des sols dans des zones fragilisées par le réchauffement climatique, Pékin souhaite une collaboration étroite avec ses partenaires européens par l'approche multilatéraliste pour répondre ensemble aux défis environnementaux du XXIème siècle.

L'Union européenne unie contre le réchauffement climatique : les objectifs et les outils mis en place au niveau européen et national pour protéger notre planète

Les intervenants européens ont souligné que l'Union Européenne, à travers ses institutions, met en avant, tout comme la Chine, la nécessité de protéger la planète et la biodiversité contre le

réchauffement climatique. Les objectifs sont multiples : la neutralité carbone d'ici à 2050 conformément aux Accords de Paris, le partage des bonnes pratiques environnementales entre ses Etats membres, ou encore la création d'un marché des énergies renouvelables.

Pour atteindre ces objectifs, l'Union Européenne a mis en place plusieurs outils. Un fonds d'aide de 100 milliards d'euros pour aider les pays dépendants du charbon, la définition au niveau mondial des investissements décarbonés, le plan de relance européen post-covid ciblant prioritairement le développement durable...

L'Union Européenne met en place une réglementation environnementale stricte avec plusieurs mécanismes d'ajustement pour permettre une « bonne contamination » des pratiques écologiques au niveau mondial.

Au niveau national, les pays européens se sentent aussi concernés par ces objectifs environnementaux, comme la réduction de l'empreinte carbone. L'Allemagne a réussi le tour de force de baisser en 2019 son taux d'émission de gaz à effet de serre à un niveau similaire à celui qu'elle avait en 1942. De plus, en voulant inscrire la protection de l'environnement dans son ADN constitutionnel, l'Allemagne a voté une loi pour baisser à 2045 son engagement de neutralité carbone. Enfin, ses entreprises financent des projets liés à l'environnement à long terme, dans le domaine énergétique, mais aussi dans l'agriculture ou dans le transport. Elles mettent en avant la recherche et le développement de nouvelles technologies valorisant la protection de l'environnement qui seraient des alternatives viables au nucléaire, tout en abandonnant les énergies fossiles comme le pétrole ou le charbon et en réinventant notre façon de voyager de manière moins polluante.

La France, grâce à ses multiples sources d'électricité décarbonées, compte parmi les dix pays de l'OCDE qui polluent le moins dans le secteur électrique. A travers ses entreprises nationales comme EDF, la France tient à réduire ses émissions de CO2 et à décarboner le pays tout en aidant les Etats qui souhaiteraient faire de même. De plus, EDF est en avance dans ce domaine puisque son intensité carbone pour la production d'électricité est de 50g/kWh en moyenne, contre 500g/kWh pour la moyenne internationale. Le but est une neutralité carbone conciliant la protection, le bien-être et le développement au niveau mondial. Cette raison d'être devient une raison de faire : tout comme les entreprises allemandes, EDF investit sur des projets à long terme pour l'environnement en choisissant les options les plus adéquates à une transition écologique dans de nombreux secteurs comme le nucléaire ou l'hydraulique.

L'Union Européenne et ses Etats membres ont compris que l'avenir de la planète passe impérativement par l'aide publique et privée à la protection de l'environnement et à la transition verte des économies. Ce point de vue étant partagé par la Chine, il est nécessaire d'accentuer la coopération internationale pour transformer une mondialisation économique en une planétisation à l'écoute des pays en voie de développement tout en faisant évoluer les mentalités sur ces questions environnementales.

Le multilatéralisme comme impératif mondial pour la sauvegarde de la planète : changer les comportements individuels et aider les pays en voie de développement

De ces échanges fructueux, une idée générale ressort : la planète a besoin d'une coopération internationale pour survivre. Le monde est sur la bonne voie à ce sujet.

Les Etats dont la Chine, les Etats-Unis et les pays membres de l'Union Européenne ont compris l'urgence de la situation et continuent de faire baisser leurs émissions de CO2 pour se rapprocher des objectifs fixés par les Accords de Paris. Ces Etats investissent dans des projets liés à l'environnement pour soutenir les travaux scientifiques en la matière et prennent en compte de plus en plus les besoins,

les valeurs de la société civile, notamment des jeunes qui souhaitent le meilleur pour le monde de demain.

Ces pays souhaitent un élargissement de la coopération internationale apaisée, en faisant fi des rivalités ou des tensions actuelles, car le combat pour la planète est une lutte universelle, qui nécessite l'aide internationale. Cette aide passe aussi par le soutien des pays développés vers les pays en voie de développement qui subissent une double peine. Ils ne sont pas à l'origine de l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, mais sont ceux qui en subissent le plus les conséquences avec l'augmentation des catastrophes naturelles.

La Chine et l'Europe étant des partenaires commerciaux privilégiés l'un pour l'autre, qui partagent les mêmes idéaux de protection environnementale, il est nécessaire pour tous les intervenants de collaborer étroitement pour motiver le reste du monde à faire de même.

De plus, la sensibilisation des populations au niveau mondial étant la clé de voûte de la planétisation, il est impératif d'avoir le soutien populaire, car le développement durable et la réduction de notre empreinte carbone passent aussi par un changement des habitudes de tout à chacun.

Il faut apprendre de nos erreurs pour avancer ensemble, s'inspirer des nouvelles générations prêtes à se battre pour peser dans les décisions internationales, notamment dans les instances de dialogues comme les COP ou la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité.

L'action globale et la coopération dans le domaine de la protection de l'environnement sont des facteurs déterminants pour l'avenir du globe d'ici la décennie 2050-2060.

GK